

M. Andreas Meyer
CEO des CFF SA
Hilfikerstrasse 1
3000 Berne 65
andreas.meyer@sbb.ch

Berne, le 14 décembre 2016

Les CFF doivent se distancier des pratiques illégales d'Uber

Monsieur,

C'est avec stupéfaction que nous avons appris que les CFF souhaitent faire la promotion du service abusif Uber par le biais d'une nouvelle application servant à planifier les voyages.

Comme vous le savez sûrement, le modèle d'affaires d'Uber repose sur un non-respect ciblé des lois suisses et des décisions officielles. Ainsi, la Suva exige depuis bien longtemps de la société Uber qu'elle verse en tant qu'employeuse les cotisations aux assurances sociales de ses conductrices et conducteurs. Une expertise de Kurt Pärli, professeur de droit du travail de renom, a confirmé qu'Uber doit être assimilé à un employeur, avec les obligations qui en découlent. Or le groupe américain s'en est moqué jusqu'ici.

Uber ignore aussi les dispositions légales relatives à la durée du travail, aux périodes de repos et à la protection de la santé au travail. Cette entreprise encourage systématiquement le travail au noir et impose à son personnel une situation précaire d'indépendance fictive.

Depuis plusieurs semaines, la police de diverses villes suisses sanctionne enfin les services de transport illégaux d'Uber. Plus de 500 plaintes sont actuellement pendantes. Dans ces conditions, il est absolument déplacé qu'une application CFF fasse de la publicité pour Uber.

Les CFF, entreprise détenue par l'Etat qui se considère selon son site web comme « l'élément central d'une mobilité durable », et vous-même en tant que CEO, avez une responsabilité sociale à assumer. Il est inacceptable d'encourager des modèles d'affaires encourageant le dumping, comme celui d'Uber, qui enfreignent les prescriptions de droit du travail et des assurances sociales.

Nous attendons donc de vous que vous renonciez à intégrer Uber dans l'application CFF et que vous vous distanciez des méthodes de cette entreprise.

Avec nos salutations les meilleures,



Vania Alleva
Présidente d'Unia



Giorgio Tuti
Président du SEV